

Où en sont les relations entre la Mauritanie et les USA ?

Ash Sharq Al Awsat - Arab News, février 2006 (auteur : Sayyed Wild Abah)

<http://www.aawsat.com/>

Les observateurs avertis sont restés dubitatifs en apprenant la visite d'une délégation du département d'Etat américain en Mauritanie, au moment où le secrétaire américain à la Défense visitait la Tunisie, l'Algérie et le Maroc, en Afrique du Nord. C'est le timing de cette visite qui a étonné. Les Etats-Unis avaient condamné le coup d'Etat destituant Ould Al Taya en août 2005. Les relations étaient devenues étroites avec ce régime, en dépit de la rupture des relations diplomatiques en 1991, lorsque Ould Al Taya s'était rangé du côté de l'Irak. Mais le malentendu avait vite été dissipé. Les relations reprurent dès 1993, en marge de la réunion annuelle des Nations unies à New York. Il fut demandé à la Mauritanie de normaliser ses relations avec Israël, d'accepter le processus de paix au Moyen Orient et de rompre ses relations avec l'Irak, considérablement renforcées lorsque le régime de Saddam Hussein soutenait la Mauritanie dans son conflit avec le Sénégal. Ould Al Taya emprisonna les baathistes, expulsa l'ambassadeur irakien.

La normalisation avec Israël ne tarda pas. Elle commença par une rencontre des ministres des Affaires étrangères à Madrid qui aboutit à l'envoi réciproque de chargés d'affaires. L'ouverture d'une ambassade israélienne à Nouakchott suivit de près la fermeture de l'ambassade irakienne. Les relations avec les Etats-Unis se renforcèrent simultanément. Le dernier président mauritanien à visiter les Etats-Unis avait été Ould Dada, du temps de John Kennedy. Mais l'heure était à l'entente. L'époque pas si lointaine où l'ambassadeur étatsunien à Nouakchott stigmatisait le président mauritanien pour ses violations répétées des droits de l'homme semblait bel et bien révolue.

Ould Taya eut tôt fait de comprendre que le 11 septembre lui permettrait de réprimer les islamistes mauritaniens. Il livra certains islamistes aux Etats-Unis tout en contrôlant étroitement, les mosquées, les centres culturels islamiques, les écoles religieuses, etc. Il fit arrêter des personnalités islamistes connues telles que Mohamed Al Hasan Ould Al Dedo, Al Mukhtar Wild Mohamed Moussa, etc. Ces personnalités furent relâchées après le coup d'Etat d'août 2005.

La Mauritanie fut le seul état arabe - entretenant des relations avec Israël -, qui ne fit pas rappeler son ambassadeur après l'éclatement de la seconde Intifadah. Cette lune de miel avec Israël et les Etats-Unis s'explique par l'importance stratégique que les USA attribuent à la Mauritanie. Washington courtise la Mauritanie car elle voit ce pays comme un centre de contrôle de la montée de l'islamisme radical en Afrique de l'Ouest et parce que sa situation sur le front atlantique et ses gisements de pétrole sont d'un intérêt non négligeable.

Ould Taya réussit encore à mieux tirer parti de ces avantages stratégiques après le coup d'Etat manqué de juin 2003 et suite à l'attaque menée par le groupe salafiste algérien pour la prédication et le combat sur une unité militaire mauritanienne à la frontière avec l'Algérie. Il profita de ces événements pour convaincre les USA que son pays était à l'avant-garde de la lutte contre le terrorisme... C'est dans ce

contexte qu'il faut comprendre la condamnation, dans un premier temps, par les USA, du coup d'Etat du 3 août 2005.

Mais les USA baissèrent vite le ton lorsqu'ils furent rassurés que le changement n'affecterait pas leurs intérêts vitaux, n'entamerait pas les relations avec Israël et ne se ferait pas aux dépens des engagements du régime précédent en matière de lutte contre le terrorisme. A l'heure actuelle, malgré le fait qu'ils aient exclu la Mauritanie de la liste de leurs partenaires commerciaux préférés (ce qui est insignifiant au regard du peu d'importance en volume des échanges commerciaux), et qu'ils aient probablement joué un rôle dans le refus de la Banque mondiale de suspendre le remboursement de la dette, les USA ont exprimé leur soulagement pour les garanties offertes par le gouvernement intérimaire mauritanien en matière de processus démocratique. Et même si les dernières déclarations du secrétaire d'Etat ont pu sembler ambiguës concernant la Mauritanie, tous les indicateurs convergent pour démontrer que la crise est terminée. La dernière visite, même peu chaleureuse, a normalisé les relations entre les deux pays. Toute effusion de sentiments aurait d'ailleurs été contre-productive vis-à-vis d'une population mauritanienne très sensible aux dérives de l'occupation en Irak et aux malheurs du peuple palestinien.

Traduit de l'anglais (Arab News) par Pierre Coopman